

L'Observateur ocde

Santé : mesures de qualité

Coopération fiscale

Jeunes conducteurs et sécurité

L'héritage de Marie Curie

N° 257 Octobre 2006

www.observateurocde.org

Recueillir
les fruits du
**COMMERCE
MONDIAL**



OURS... BANQUE DE DONNÉES... LIVRES... DISCOURS... BANQUE DE DONNÉES... LIVRE



Sommaire

N° 257 OCTOBRE 2006

COURRIER DES LECTEURS

2 Capital eau ; Croissance innovante

ÉDITORIAL

3 Doha : l'étape la plus facile
Angel Gurria

EN BREF

4 Turquie : améliorer le gouvernement d'entreprise ; La croissance dope les recettes fiscales ; Le Myanmar blanchi ; Croissance modérée ; Ralentissement ? ; Légère baisse de l'inflation ; Baisse des échanges

DOSSIER SUR LES ÉCHANGES

7 Doha, une étape cruciale : Prospérité agricole ; Gains de productivité ; Échanges Sud-Sud ; Se préparer aux marchés

FINANCES PUBLIQUES

10 Fiscalité dans un monde sans frontières
Jeffrey Owens

SOCIÉTÉ

13 Éducation : Ambitions à la hausse
Barbary Ischinger

15 Soins de santé : Objectif qualité

17 Santé suisse

19 Jeunes conducteurs : la voie de la sécurité
Colin Stacey

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

23 Recherche femmes scientifiques

24 Fabriqué en Chine



Okyu Kwon, vice-Premier ministre de Corée, page 29



Performances de santé, page 15



Accidents de la route, page 19



Recherche femmes scientifiques, page 23

OCDE.ORG

27 De l'importance des partenariats ; Stimuler l'emploi ; Discours récents du Secrétaire général ; L'OCDE à l'antenne

29 La Corée et l'OCDE : une décennie de progrès
Okyu Kwon, vice-Premier ministre et ministre des Finances et de l'Économie, Corée

30 Prévenir les risques ; Forum pour le partenariat avec l'Afrique ; Nouveaux ambassadeurs

31 Calendrier ; Frankie.org

LIVRES

32 Vigilance fiscale

32 Bibliothécaires au XXI^{ème} siècle
Peter Raggett

33 Fret propre ; Pêcheries durables

34 SourceOCDE : Nouvelles publications

37 Sélection sur la santé

40 BON DE COMMANDE

BANQUE DE DONNÉES

41 Redoubler d'efforts ; Talents étrangers

42 Indicateurs économiques

44 Énergie renouvelable ; Débit croissant

L'Observateur^{ocde}
www.observateurocde.org



En couverture

Recueillir les fruits du commerce mondial

L'Observateur de l'OCDE
Dessin : David Rooney

L'accord de Doha vaut-il les efforts qu'on lui consacre ? Oui, car il peut stimuler l'économie mondiale et contribuer à une répartition plus équitable des richesses. Les dirigeants éclairés devraient comprendre que ce qui est en jeu, c'est la capacité de l'humanité à créer un monde meilleur. Nous sommes face à d'immenses défis mondiaux : guerres, déséquilibres financiers, flambée des prix de l'énergie, protectionnisme, maladies infectieuses, vieillissement des

populations ; et de nombreux pays sont affectés par des troubles politiques, la pauvreté et les conflits sociaux.

Dans ce monde menaçant, le Programme de Doha pour le développement pourrait nous aider à recueillir les fruits du commerce mondial. Il constitue la première étape vers une architecture multilatérale mondiale. Voir l'éditorial page 3 et le dossier sur les échanges pages 7-9.

Prospérité agricole

Le cycle de Doha est peut-être une étape facile dans l'organisation des échanges mondiaux, mais les négociations tendues n'ont pas permis d'arriver à un résultat. La libéralisation du secteur agricole est le point qui a soulevé le plus de difficultés. Pourtant, selon les études de l'OCDE, de fortes réductions des droits de douane et des autres obstacles à l'accès aux marchés agricoles offrirait les plus grands avantages aux pays développés comme aux pays en développement. C'est particulièrement important pour ces derniers puisqu'un meilleur accès aux marchés des économies riches leur permettrait d'accroître leur production, d'accroître leur spécialisation et d'améliorer leur productivité, générant un excédent économique ou une épargne qu'ils pourraient investir dans la modernisation de leurs économies.

Le cycle d'Uruguay a conduit aux premières évolutions sur l'agriculture, fixant les droits de douane dans ce secteur afin que les pays ne puissent pas les relever ensuite, et convertissant de nombreux obstacles non tarifaires, tels que les mesures sanitaires, en droits de douane. Les réformes de 1994 ont aussi introduit des contingents tarifaires permettant à un pays d'importer une quantité déterminée de produits agricoles à un taux réduit de droits de douane. Cependant, les contingents tarifaires étaient généralement très restreints et les droits de douane globaux souvent très élevés, parfois supérieurs à 100 %, ce qui a rendu impossible tout bénéfice commercial dans le secteur agricole.

L'objectif du cycle de Doha est le développement, ce qui rend la réforme agricole indispensable à la réussite des négociations. Les discussions portent surtout sur l'accès aux marchés, notamment sur les droits de douane, forme de soutien la plus répandue et qui cause le plus de distorsions dans les échanges, et donc la plus avantageuse à réformer. Les exportateurs agricoles performants, comme l'Australie, le Brésil, la Thaïlande et les États-Unis, en seraient les principaux bénéficiaires, mais les consommateurs des pays de l'OCDE en tireraient profit aussi. On notera que les pays de l'OCDE

sortiraient gagnants d'une réduction de moitié des mesures de soutien agricole, même si les pays non membres de l'Organisation y gagneraient aussi.

Pour que les pays en développement soient vraiment bénéficiaires, il importe de s'attaquer aussi à d'autres formes de soutien dans les pays de l'OCDE, notamment les paiements directs en fonction de la production ou de la consommation d'intrants et les subventions à l'exportation. Autrement, les avantages éventuels des réductions tarifaires pourraient être annulés. Prenons l'exemple du coton : certains pays de l'OCDE accordent de tels niveaux de soutien aux producteurs nationaux que les pays pauvres d'Afrique subsaharienne, qui devraient normalement jouir d'un avantage comparatif dans cette culture, ne peuvent soutenir la concurrence ni obtenir les emplois et la croissance que devraient leur assurer la vente de ce produit. Par ailleurs, les réductions tarifaires peuvent aussi favoriser les réformes intérieures dans les pays de l'OCDE, car les autres mesures de protection des intérêts des agriculteurs deviennent moins défendables et plus coûteuses en l'absence de protection tarifaire.

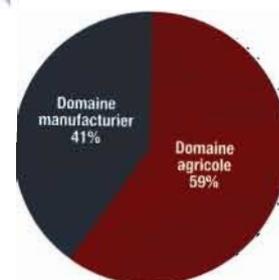
La progressivité des droits de douane pose aussi problème, puisque des droits plus élevés pour les aliments transformés entravent l'exportation de produits à haute valeur ajoutée par les pays en développement. Par exemple, le Japon ne taxe pas les importations de cacao mais les droits sur les importations de pâte de chocolat atteignent 25 %. Ces politiques limitent les possibilités des pays pauvres de s'enrichir grâce à leurs produits agricoles, et les cantonnent dans la culture de produits de base. En d'autres termes, la libéralisation des échanges libérerait aussi le potentiel des agriculteurs. ■ DC

Doha, une étape cruciale

Le cycle du développement de Doha, lancé en novembre 2001, est dans l'impasse depuis juillet 2006. Les échanges internationaux sont beaucoup plus libres qu'il y a une trentaine d'années, mais les obstacles et les restrictions restent nombreux, laissant un potentiel important inexploité. Cependant Doha, à la différence des cycles précédents, se concentre sur le développement, à travers une participation accrue des pays pauvres aux échanges mondiaux. Voici quelques raisons pour lesquelles il importe de sauver le processus de Doha.

Gains agricoles

Gains de bien-être générés par une libéralisation mondiale des droits de douane à hauteur de 50 %



Source : OCDE